

## THÈME 4



### **Comment renforcer notre syndicalisme de masse, pour agir, lutter et transformer ?**

#### **Les luttes sociales : moteur de l'Histoire**

Dans l'histoire, les luttes sociales portées par le syndicalisme, ont permis des conquêtes importantes en imposant leur mise en place par les décideurs politiques (congrés payés, protection sociale, statut du fonctionnaire, etc...). Dans notre champ, le SNEP-FSU a été le moteur d'avancées déterminantes pour notre discipline et ses personnels (EPS à l'EN en 1981, 4<sup>ème</sup> heure en 6<sup>ème</sup>, décret sport scolaire en 2014, reconnaissance de la coordination des APSA au niveau statutaire en 2014, EPPCS, Hors-Classe, PPCR...). Le progrès social est toujours possible à condition de construire, de maintenir et d'amplifier le rapport de force pour défendre les droits existants et en conquérir de nouveaux afin de faire aboutir nos revendications dans des décisions politiques.

#### **Au niveau mondial**

Le modèle capitaliste est voué à toujours chercher de nouvelles sources de profits pour se maintenir et se développer. Pour y parvenir, toutes les politiques libérales amplifient l'exploitation de l'humain et de la planète, en mettant en concurrence les personnels et en réduisant les droits sociaux et environnementaux.

Ces politiques nourrissent les guerres, le nationalisme, le racisme et la xénophobie, le repli sur soi et la montée des idées d'extrême droite.

Face au système capitaliste, les luttes sociales se développent :

#### **Pour la justice environnementale**

Les enjeux environnementaux sont primordiaux pour un avenir commun sur la planète. Depuis des années, les luttes se développent et se structurent pour le climat (marche pour le climat, grève climatique...) et la biodiversité.

#### **Pour l'égalité femme-homme**

Les femmes sont victimes de l'augmentation des inégalités et des politiques d'austérité. Leurs droits sont toujours menacés, notamment sous l'influence des thèses masculinistes, avec la montée des extrêmes droites et les freins systémiques liés à la société patriarcale.

37 Les luttes féministes et la médiatisation de certaines prises de parole (#MeToo, procès de Mazan...)  
38 ont permis des avancées concernant ces droits (Ex : en France, inscription de l'IVG dans la constitution,  
39 EVARS...).

#### 40 **Pour la justice fiscale**

41 Depuis des années, des économistes, associations, syndicats et élu-es agissent suite aux scandales  
42 répétées d'évasion fiscale. Les luttes ont permis la mise en place d'un taux minimal d'imposition sur  
43 les multinationales de 15 %, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024. Les débats et mobilisations sur la  
44 taxe Zucman laissent à penser que l'imposition des ultra-riches finira par devenir réalité en France,  
45 voire dans le monde.

#### 46 **Pour la justice sociale et les droits de tous-tes**

47 Pour stopper les inégalités, les luttes se développent pour permettre à tous-tes d'accéder aux biens  
48 communs : santé, éducation, eau, alimentation... Sur les questions éducatives, les luttes se  
49 développent pour dénoncer le financement public des écoles privées et aller vers un grand service  
50 public d'Éducation.

#### 51 **Pour la Paix**

52 Au niveau mondial, des mobilisations sans précédent s'expriment contre le génocide à Gaza et la  
53 politique colonialiste de B. Netanyahu ainsi qu'en soutien de l'Ukraine face à la Russie. La paix et le  
54 désarmement sont le seul horizon pour développer les droits humains et garantir la sécurité.

#### 55 **Pour un sport humaniste et émancipateur**

56 Si la marchandisation du sport se poursuit dans le système capitaliste et a des répercussions sur les  
57 enjeux écologiques, des luttes se mènent (durant les compétitions sportives et en dehors) pour  
58 développer un sport libéré des VSS, des oppressions et plus écologique.

#### 59 **La réaction s'organise pour maintenir son pouvoir**

60 Face aux volontés d'émancipation, les ultra-riches s'organisent en prenant possession de grands  
61 médias, maisons d'éditions, écoles de journalisme, réseaux sociaux... : en détournant les concepts, le  
62 langage, en inversant les valeurs. Le système médiatique capitaliste œuvre en permanence à instiller  
63 à chacun-e l'absence d'alternatives (TINA : « There Is No Alternative » Margaret Thatcher) ainsi qu'une  
64 résignation à lutter pour changer les choses.

#### 65 **Au niveau national**

66 La politique néolibérale s'appuie sur l'appareil gouvernemental pour servir les intérêts du capital. Il  
67 s'agit de « *défaire méthodiquement le programme du conseil national de la résistance* » (Denis Kessler,  
68 2007) et toutes ses conquêtes sociales (démocratie sociale, statut du fonctionnaire, paritarisme,  
69 gestion des caisses de sécurité sociale...). La lutte pour le partage de la richesse produite (répartition  
70 capital/travail) est au centre des enjeux sociétaux (justice fiscale, sociale, environnementale). Cela  
71 entraîne des politiques libérales violentes qui remettent en cause l'État social (New Management  
72 Public, loi LTFP, précarisation, attaque contre le droit du travail...), la démocratie, les droits des  
73 citoyen-nes et des organisations syndicales (répression, restriction des libertés...).

74 Dans notre pays, parce que les demandes sociales sont fortes et majoritaires, le MEDEF et les forces  
75 économiques qu'il représente sont prêts à faire alliance avec l'Extrême Droite.

76 Dans ce contexte, notre syndicalisme est une boussole. Malgré les attaques multiples, les dispositions  
77 qui visent à minimiser son pouvoir d'expression et d'interventions, le syndicalisme de transformation  
78 sociale que nous portons doit continuer d'agir, malgré tous les obstacles, pour construire et porter les

79 revendications avec les salarié-es, les retraité-es et ainsi contribuer à la construction d'un rapport de  
80 force à même d'imposer des avancées et de gagner régulièrement la bataille de l'opinion publique  
81 (retraite, Taxe Zucman, loi Duplomb, 4 heures d'EPS....).

## 82 **Engager davantage les collègues dans ces luttes : c'est possible !**

83 « Individualisme », « défaitisme », « consumérisme » sont des termes souvent utilisés pour décrire  
84 l'état d'esprit des collègues. À contrario, nous en observons qui s'engagent, parfois pour la première  
85 fois, dans des luttes, des résistances liées au quotidien professionnel (une création de classe, un  
86 gymnase, pour refuser les tests, les injonctions hiérarchiques ou le New Management Public..) ou plus  
87 générales/nationales (pour l'environnement : A 69, Loi Duplomb, réforme des retraites en 2023, 10 et  
88 18 septembre 2025, grèves féministes, 8 mars, 25/11, contre le racisme, pour la paix...).

89 La transformation sociale progressiste est conditionnée par l'engagement de tous et toutes, L'analyse  
90 des conditions qui le motivent doit être au cœur de notre réflexion.

91 Le fort taux d'adhésion au SNEP-FSU, alors que la loi LTFP a réduit nos prérogatives, est un indicateur  
92 encourageant de la volonté de la profession de ne pas se résigner.

## 93 **1. Notre orientation : développer des rapports de force par la** 94 **conscientisation et la mise en lutte du plus grand nombre pour une** 95 **société plus juste et plus écologique**

96 Le SNEP-FSU, syndicat de masse et de transformation sociale, agit dans le cadre de la « double-  
97 besogne » de la Charte d'Amiens de 1906 :

98 Améliorer les conditions de travail et de vie immédiates des agent-es et retraité-es

99 S'émanciper de la domination capitaliste qui exploite l'humain et la planète.

100 Notre syndicalisme doit lier en permanence les situations et revendications spécifiques aux  
101 orientations générales.

102 Nous portons un syndicalisme de propositions pour transformer l'avenir et établissons les rapports de  
103 forces nécessaires pour que nos revendications soient prises en compte et mises en œuvre par le  
104 politique.

105 La prise de conscience des enjeux par l'ensemble des collègues est une étape indispensable pour  
106 permettre à tous-tes de s'engager et d'agir.

107 Pour le SNEP-FSU, le contact permanent avec les collègues pour offrir des espaces de débats,  
108 d'analyses, créer du sens et des solidarités et pour faire émerger d'autres possibles, sources d'espoir  
109 et une « culture de l'engagement et de la lutte », est une priorité.

110 Dans ce contexte de « brouillage », notre syndicalisme doit continuer de porter et d'agir pour de réelles  
111 transformations sociales, écologiques, féministes, anti-racistes, anti-fascistes, et porter le besoin de  
112 justice fiscale et de construction de la paix par l'auto-détermination des peuples à disposer d'eux-  
113 mêmes.

### 114 **1.1. Nourrir la culture de l'engagement et de la lutte pour reprendre en main nos métiers**

115 Notre syndicalisme ancre la revendication au plus près des pratiques professionnelles, porteuses de  
116 sens pour les agent-es et révélatrices des choix politiques de la période. Avec le développement du  
117 NMP et l'affaiblissement des services publics, les collègues sont de plus en plus dépossédé-es de leur

118 métier et sont sommé-es de « travailler plus » ; la perte de sens du métier se développe (augmentation  
119 des démissions, recul de l'attractivité...). Il y a donc urgence à reprendre en main nos métiers.

120 Pour le SNEP-FSU il n'existe pas de « petits combats ». Nous affirmons que chaque pas en avant,  
121 chaque marche gravie concernant l'engagement, participe de l'élévation du rapport de force pour  
122 l'amélioration immédiate des conditions de travail en vue de la transformation sociale. Partir des  
123 problématiques de terrain et proposer une diversité de modalités d'action permettant à tous et toutes  
124 de s'engager (de la pétition/votation, HMIS, tractage, grève...) sont des éléments importants.

125 Pour reprendre en main nos métiers, nous proposons de nourrir la culture de l'engagement et de la  
126 lutte sur plusieurs axes :

### 127 **1.1.1. La rencontre avec la profession**

128 L'ensemble de la profession avec le SNEP-FSU construit l'histoire de notre discipline et a créé les  
129 rapports de force nécessaires à l'obtention de plusieurs revendications.

130 La rencontre avec la profession est le vecteur principal qui permet de lier la prise en compte des  
131 problématiques professionnelles aux analyses systémiques. L'établissement de revendications  
132 partagées, construites et débattues collectivement est une condition pour envisager des mobilisations  
133 massives, unitaires et majoritaires.

134 Si la rencontre directe doit être privilégiée, notamment la rencontre régulière sur le lieu de travail  
135 (heure mensuelle d'information syndicale), stages syndicaux, assemblées générales, etc... nous devons  
136 aussi proposer d'autres modalités pour faire évoluer les représentations et permettre l'engagement  
137 (lectures, rencontres cinématographiques, culture scientifique...).

138 La rencontre est un pilier fondateur du processus de mise en lutte, elle n'est pas une finalité en soi.  
139 Dans un contexte d'effacement de l'histoire sociale et syndicale, elle permet aussi de valoriser et  
140 rappeler les avancées obtenues et d'analyser l'état dialectique des rapports de force.

### 141 **1.1.2. Les liens entre local et global, spécifique et général**

142 Nous devons toujours établir, avec le plus de précision et de lisibilité possible, les liens entre les  
143 difficultés professionnelles vécues et les politiques générales nationales et internationales.

144 C'est en explicitant ces liens de façon permanente, ainsi qu'en analysant de façon dialectique l'état des  
145 rapports de force, que nous amplifierons la capacité d'analyse permettant de renforcer nos luttes. Il  
146 en est de notre responsabilité syndicale.

### 147 **1.1.3. Les liens entre luttes défensives et offensives**

148 Les politiques néolibérales imposent et multiplient les réformes spécifiques comme générales dans un  
149 calendrier à marche forcée, dans une logique d'affaiblissement des Services Publics, de renforcement  
150 du privé et d'augmentation des inégalités. Nous devons donc continuer à œuvrer pour agir avec la  
151 profession pour contrer ces réformes et analyser leurs mécanismes.

152 Dans un contexte de recul global, les projets d'école et de société du SNEP-FSU doivent vivre dans un  
153 calendrier propre, opiniâtre, pour lesquels l'anticipation et la construction d'un rapport de force sont  
154 incontournables. Le danger serait de tomber dans un syndicalisme uniquement en réaction à l'agenda  
155 du pouvoir. L'activité syndicale du SNEP-FSU doit appliquer la même volonté dans les luttes défensives  
156 pour faire reculer les projets régressifs que dans les luttes progressistes visant à conquérir de nouveaux  
157 droits. Le double mouvement de résistance aux réformes régressives et de création d'alternatives doit  
158 être construit et porté avec la profession.

159 Notre campagne permanente pour l'EPS y contribue.

160 **1.1.4. L'action dans les instances**

161 L'affaiblissement du paritarisme et la moindre écoute de nos revendications par une administration  
162 qui consulte de moins en moins est un élément à prendre en compte. Le SNEP-FSU estime que les  
163 instances de négociation (qualifiées de « dialogue social » par le pouvoir) sont des espaces de lutte où  
164 l'on peut recueillir des éléments, porter des revendications et gagner des avancées, faire reculer  
165 l'administration et créer des alliances (autres OS, parents d'élèves...). À tous les niveaux  
166 (établissement, département, académie, national), elles doivent s'inscrire dans la création d'un  
167 rapport de force (travail intersyndical, conférence de presse, rassemblement/manifestation,  
168 boycott...).

169 C'est un temps singulier de la lutte. À ce titre, il est important que la profession soit informée (prévenir  
170 de leur tenue, en rendre compte) et s'y engage (retours d'information).

171 **1.2. Le développement des alliances**

172 Afin d'augmenter le rapport de force, il est nécessaire de débattre de nos revendications avec des  
173 alliances (syndicales, associatives, d'utilisateur-es, médias indépendants...). Cela est valable pour les  
174 questions générales (écologie, services publics, féminisme, paix...) et spécifiques de l'EPS et du sport.

175 Il est donc essentiel d'œuvrer pour que, dans nos pratiques syndicales et à tous les niveaux du syndicat,  
176 nous prenions des contacts réguliers avec ces alliances potentielles. Ces pratiques doivent être  
177 théorisées et organisées.

178 La convergence des luttes participe de la poursuite d'un projet de société. Le SNEP-FSU y prend place  
179 dans le cadre des revendications qu'il défend.

180 **1.3. Le rapport au politique**

181 Pour une concrétisation de nos revendications, ces dernières doivent être mises en place par des  
182 décideur-ses politiques (gouvernement, élu-es locaux-ales..). S'il nous faut peser par le rapport de force  
183 sur tous les décideur-ses en ce sens, nous devons aussi tenter de faire pénétrer nos revendications  
184 dans les programmes des forces politiques, hors idées d'extrême droite.

185 Notre responsabilité est donc double :

186 Agir sur les gouvernements (ou élu-es) en place pour la prise en compte, le plus possible de nos  
187 revendications (et/ou éviter les reculs).

188 Agir pour la prise en compte de nos revendications par les forces politiques qui ne sont pas au pouvoir.

189 Le SNEP-FSU agit en toute indépendance des partis politiques, mais indépendance ne signifie pas  
190 indifférence au regard de la nécessité de la mise en œuvre de nos revendications.

191 Par ailleurs, au regard de nos valeurs, des perspectives de progrès social ou des régressions certaines,  
192 notre syndicalisme combat les forces politiques qui portent des idées d'extrême droite ou destructrices  
193 de l'État Social.

194 Dans la période récente, l'activité syndicale menée pour la prise en compte de la revendication des 4h  
195 d'EPS dans le programme du NFP, mais aussi l'appel du SNEP et de la FSU à voter pour les candidat-es  
196 qui portaient le programme du NFP, sont des illustrations concrètes.

197 **1.4. Lutter contre les idées d'extrême droite**

198 Poussées par les forces de l'argent et les médias qu'elles possèdent, les idées d'extrême droite (ED) se  
199 répandent dans l'opinion publique et la sphère politique. La lutte culturelle menée à pour fonction de

200 permettre au capitalisme de se perpétuer en imposant une politique encore plus autoritaire et en  
201 faisant porter la colère sociale vers la division du peuple (xénophobie, fabrique de l'assisté...). L'ED/le  
202 RN n'est pas un parti comme les autres, portant des idées antisociales, xénophobes, homophobes,  
203 masculinistes, antisience... L'ED est l'ennemie de l'État Social et de l'État de droit, elle est aussi  
204 l'ennemie du monde du travail et organise sa division. L'ED se positionne contre l'émancipation des  
205 femmes et instrumentalise les luttes féministes à des fins racistes et xénophobes. Au niveau éducatif,  
206 les réseaux d'extrême droite portent un projet de tri et de reproduction sociale régressif et dangereux.

207 La résistance au développement de ces idées, simplistes, dans le monde du sport et de l'éducation est  
208 de la responsabilité du SNEP-FSU à tous les niveaux. Au regard du contexte, nous proposons de  
209 réfléchir à l'engagement d'un maximum de nos collègues dans cette lutte indispensable.

## 210 **2. Un outil syndical au service du rapport de force**

211 Vues les orientations ci-dessus et dans l'objectif d'élever le niveau du rapport de force, nous devons  
212 organiser et renforcer notre outil syndical.

213 Le congrès de Porticcio a fait du renforcement de l'échelon départemental une priorité : *« le niveau  
214 départemental (ou territorial/ régional pour les académies monodépartementales) est un élément  
215 incontournable dans la structure syndicale. Disposant de peu de moyens, il est l'organisateur du lien de  
216 proximité, il est l'animateur des mobilisations et une composante de la FSU départementale qu'il faut  
217 encore développer ».*

218 Nous réaffirmons cette nécessité.

### 219 **2.1. L'adhésion, priorité du syndicat pour nourrir le rapport de force**

220 L'adhésion est la base du rapport de force et de la lutte contre toutes les inégalités. Il est donc  
221 indispensable de renforcer la syndicalisation au SNEP-FSU. Cela passe par une activité spécifique,  
222 organisée et réfléchie car se syndiquer aujourd'hui n'est pas un acte naturel, mais un acte culturel par  
223 rapport à la connaissance du syndicalisme.

224 Une commission nationale syndicalisation a été mise en place. Elle permet d'analyser la situation,  
225 d'impulser l'activité syndicale et de mettre en commun les pratiques et réflexions des différentes  
226 académies. Elle a permis de faire un pas en avant important sur cette question.

227 Nous devons continuer à accrocher la syndicalisation de façon permanente à notre activité syndicale  
228 et à structurer notre outil syndical à tous les niveaux (et jusqu'au niveau le plus local : établissement,  
229 département) pour s'expertiser collectivement sur les enjeux de l'adhésion.

230 Engager une réflexion et des expérimentations sur les « déserts syndicaux » pour développer la  
231 présence syndicale.

232 Concernant la posture et l'activité liées à la syndicalisation, le texte du congrès de Porticcio reste notre  
233 référence.

### 234 **2.2. Un SNEP-FSU organisé pour favoriser l'engagement de tous et toutes**

#### 235 **2.2.1. La rencontre directe organisée pour l'engagement de tous et toutes dans les luttes**

236 La rencontre directe avec les collègues de nos champs de syndicalisation revêt plusieurs enjeux de  
237 nature existentielle pour la construction de nos revendications et l'élévation du niveau politique de  
238 l'appareil militant. L'absence de rencontre directe peut éloigner nos revendications des réalités de  
239 terrain et du vécu de celles et ceux qui font l'EPS, le sport scolaire et le sport au quotidien. C'est un  
240 moment essentiel pour débattre de nos analyses, revendications et stratégies syndicales.

241 Pour développer la conception de l'activité syndicale à tous les niveaux (S1, S2, S3, S4), nous inscrivons  
242 la nécessité que les rencontres permettent de faire vivre le triptyque comprendre/agir/ transformer.

243 Que cela soit pour des questions spécifiques ou générales, les rencontres directes doivent permettre  
244 de mieux comprendre les enjeux, de participer à l'élaboration des revendications et des propositions  
245 d'action pour améliorer et transformer le réel. Elles doivent mettre en perspective les suites de  
246 l'activité syndicale.

247 Nous proposons que lors de chaque rencontre (stage, AGD, etc...), des outils d'analyses et de culture  
248 syndicale soient diffusés, une action (ou perspective d'action) réalisée (photo revendicative, pétition,  
249 etc...) et que les pistes de transformation soient explicitées.

250 Outre les stages de formation qui permettent une rencontre massive de collègues adhérent-es et non  
251 adhérent-es, le SNEP-FSU souhaite renforcer la culture de la rencontre en réactivant les Assemblées  
252 Générales départementales ou académiques pour construire les revendications et stratégies  
253 syndicales avec la profession.

### 254 **2.2.2. Une communication pour nourrir le rapport de force et l'engagement**

255 La communication du SNEP-FSU vise à informer nos collègues, à toucher une audience plus large et  
256 influencer au-delà de notre champ de syndicalisation. En ce sens elle participe du rapport de force.

257 Tous les moyens de communications (écrits, oraux, audiovisuels numériques, papiers...) participent au  
258 triptyque comprendre/agir/transformer avec des outils. Parfois différenciés mais en cohérence dans  
259 une complémentarité et une temporalité, ils permettent l'analyse, la mise en action et mettent en  
260 perspective les transformations. Toute communication du SNEP-FSU exprime une revendication pour  
261 gagner des mesures progressistes et de nouveaux droits.

262 L'affichage des luttes et des conquêtes syndicales est important pour renforcer la fierté militante,  
263 renforcer la mémoire historique et favoriser l'engagement.

264 Le SNEP-FSU poursuit le travail engagé vers les étudiant-es STAPS, les stagiaires INSPE et les  
265 formateur-rices pour faire vivre l'histoire de la discipline et les analyses syndicales : conférences  
266 histoires dans les STAPS, fiches oral 3 du CAPEPS, présence aux concours (écrits, oraux à Vichy...).

### 267 **2.3. Étoffer/Renforcer les équipes militantes pour nourrir le rapport de force**

268 Notre orientation de syndicalisme de masse vise à rendre chacun-e concepteur-riche de son activité  
269 syndicale. Chaque militant-e doit être en capacité d'analyser les enjeux, la situation du rapport de  
270 force, construire les revendications avec les collègues, proposer des formes d'engagement dans la lutte  
271 et les négociations et construire l'action dans un processus temporel avec des alliances. C'est avec  
272 cette orientation que nous visons à développer notre syndicalisme, en proposant aux collègues de s'y  
273 engager pour nourrir le rapport de force et enrichir/améliorer/transformer les pratiques syndicales.  
274 C'est avec une posture volontariste d'invitation à l'engagement de tous et toutes en tant que  
275 concepteur-rices du syndicalisme de demain et des pratiques syndicales le rendant possible que nous  
276 souhaitons renforcer.

277 L'étoffement/renforcement des équipes militantes doit se réaliser en termes de nombre de militant-es  
278 engagé, mais aussi en termes de capacité à agir. Il faut être acteurs/actrices pour que les femmes  
279 puissent s'y engager pleinement.

280

281

282           **2.3.1. Permettre/Renforcer l'engagement et la prise de responsabilité des femmes pour**  
283           **nourrir le rapport de force**

284 Le SNEP-FSU s'engage pour abolir le patriarcat. Au sein de l'outil syndical, il nous faut encore avancer  
285 pour permettre et renforcer la place des femmes dans la structure, les responsabilités, les prises de  
286 décisions. Afin de nourrir les rapports de force, nous devons permettre à toutes d'être actrices du  
287 développement du syndicat.

288 Le SNEP-FSU réaffirme les propositions portées au congrès de Porticcio qu'il nous faut poursuivre et  
289 développer (*formation à l'égalité femme-homme, référent.es académiques, cellule de veille, co-*  
290 *secrétariats mixtes et équilibrés femme-homme, organisation de la vie syndicale, bilan annuel des*  
291 *responsabilités et répartition des décharges, forme de travail, valorisation des décharges...*), mais  
292 faisons le constat qu'elles restent insuffisantes en termes de transformations.

293 Le SNEP-FSU affirme l'impérieuse nécessité d'œuvrer au développement de ces questions par un  
294 groupe « égalité femme-homme » au sein de notre outil syndical.

295 La mise en place d'une cellule de veille contre les violences Sexuelles et Sexistes à la FSU est un pas en  
296 avant qui doit permettre d'éradiquer ces violences au sein de notre organisation syndicale. Lutter  
297 contre tous les symptômes du patriarcat est une des conditions pour permettre aux femmes de  
298 s'engager dans le syndicalisme. Le SNEP-FSU met en place sa cellule de veille qui portera sur la  
299 prévention des VSS (formation...), et déporte la gestion des saisines sur celle de la FSU.

300 Quelles propositions pour aller vers plus d'engagement des femmes, « À quelles conditions le SNEP-  
301 FSU peut favoriser une plus grande prise de responsabilités des femmes ? »

302           **2.3.2. Développer les S1 pour nourrir le rapport de force**

303 La section syndicale d'établissement ou de secteur (S1) est le premier étage du syndicat et du rapport  
304 de force pour nos métiers. Sans le développement d'un syndicalisme de terrain, proche de la  
305 profession et permettant l'engagement de tous-tes, aucun rapport de force de haut niveau n'est  
306 possible. Le SNEP-FSU réaffirme le besoin de développement des sections syndicales d'établissement  
307 et la formation des S1 comme des concepteur-rices d'activité syndicale. La première étape est d'activer  
308 ou réactiver les correspondant-es d'établissement en leur donnant les moyens de s'engager.

309 Un travail est engagé pour développer les sections syndicales SNES/SNUEP/SNEP depuis 3 ans, nous  
310 nous y engageons fortement et appelons à ce qu'il soit un premier pas pour élargir vers les autres SN  
311 de la FSU.

312 Renforcer le réseau de S1 nécessite un meilleur partage des informations entre SN de la FSU. Cela  
313 passe notamment par une mutualisation de la liste des S1 entre SNES, SNEP, SNUEP et SNUipp pour  
314 les collègues concerné-es. Les S1 doivent pouvoir identifier les syndiqué-es des différents SN de leur  
315 établissement. Il faut également améliorer le partage d'informations et la mutualisation avec les  
316 syndicats nationaux de la FSU, au sein des établissements (SNICS-FSU, SNASUB-FSU, SNUPDEN-FSU,  
317 FSU Territoriale...).

318           **2.3.3. Une formation militante pour nourrir le rapport de force**

319 Le renforcement des équipes militantes passe par une expertise politique et une conscientisation  
320 systémique de haut niveau, ainsi que le développement d'une expertise des pratiques syndicales.

321 La formation militante doit être organisée à tous les niveaux de responsabilités (S1, S2, S3, S4) pour  
322 permettre le renforcement/l'étoffement de la structure syndicale. Le SNEP-FSU appelle à mettre dans  
323 chaque calendrier des sections, de façon régulière, l'organisation de stages Agir (formation S1), éclairer  
324 le métier (compréhension systémique et historique des enjeux) et bureaux (orientation et organisation

325 de l'activité syndicale des équipes départementales et académiques). La formation peut être  
326 mutualisée avec d'autres syndicats de la FSU, notamment les académies monodépartementales et les  
327 territoires ultra-marins.

328 La formation militante passe aussi par le renforcement des lectures et l'appropriation des outils  
329 militants disponibles. La mise en place d'une librairie militante au niveau national est un pas en avant  
330 réussi que nous appelons à décliner localement dans les différents stages du SNEP-FSU.

331 Il nous faut agir pour développer les stages de formation militante générale (agir dans l'établissement,  
332 éclairer le métier, bureaux, stages S2/S3), c'est un enjeu d'avenir pour notre syndicalisme.

333 Le cursus de formation syndicale décidé à Porticcio est en cours d'élaboration.

#### 334 **2.3.4. La communication interne militante : outil pour nourrir le rapport de force**

335 Afin de nourrir le rapport de force, le SNEP-FSU s'organise pour permettre à chaque militant-e  
336 d'accéder aux informations nécessaires pour comprendre/agir/transformer.

337 Au vu de la quantité d'informations et de sujets à traiter, nous devons travailler à synthétiser les  
338 éléments structurants des analyses et de l'activité syndicale (rapports parlementaires, analyses du  
339 contexte...).

340 Le SNEP-FSU engage un travail pour la rénovation de la structuration interne de mise à disposition de  
341 l'information militante, notamment par la mise en chantier de son site militant.

#### 342 **2.4. Les alliances pour nourrir le rapport de force**

343 Le SNEP-FSU se structure pour agir et développer les alliances :

344 Avec le monde associatif (AES), (**question adhésion à Attac ?**), avec les autres syndicats sur des  
345 revendications plus larges telles que l'arrêt du financement public des établissements privés.

346 La création de l'OFESP (Office sur le financement des établissements scolaires privés) dans le 13 en est  
347 un exemple.

348 Sur notre champ spécifique, le développement d'alliances avec les OMS, fédérations de parents  
349 d'élèves, monde sportif, sportif-ves de haut niveau est à organiser. À ce titre, les liens avec la FSGT sont  
350 à poursuivre pour nourrir les réflexions pour un sport humaniste (« université du sport populaire »,  
351 etc...).

#### 352 **2.5. Liens aux partis politiques pour la prise en compte de nos revendications**

353 Le SNEP-FSU s'organise pour assurer un lien régulier, notamment sur le champ de l'EPS, du sport et de  
354 la jeunesse, avec les partis partageant nos valeurs pour porter nos revendications en toute  
355 indépendance. Il suit les travaux de l'Assemblée Nationale, du Sénat et du CESE sur ces questions et  
356 appelle au niveau académique à développer les contacts avec les CESER, et au niveau départemental  
357 avec les député-es et élu-es, hormis le RN.

358 Le SNEP-FSU ne laissera pas les candidat-es portant les idées d'ED instrumentaliser ses revendications.  
359 Ainsi, il ne rencontrera et ne sollicitera pas les candidat-es d'ED aux diverses élections.

360 **Le SNEP-FSU est en réflexion sur les attitudes à adopter vis-à-vis des élu-es d'ED (rencontres,  
361 sollicitations...)?**

362 **Les réflexions existent, au sein de notre organisation (congrès d'étude) sur la nécessité d'inventer des  
363 structures pérennes de lien entre organisations syndicales de transformation sociale et partis  
364 politiques progressistes pour lier revendications et mises en œuvre, ainsi que des stratégies de lutte**

365 dans le contexte libéral. Ce débat est à mener sereinement en gardant les spécificités et rôles de  
366 chacun-e pour réfléchir aux complémentarités possibles. Pour le SNEP-FSU, cela doit se faire dans le  
367 cadre de l'indépendance syndicale.

## 368 **2.6. Lutter contre les idées d'extrême droite**

369 L'extrême droite a pour programme de poursuivre la politique libérale, en renforçant le côté  
370 autoritaire, en brisant l'État de droit, les minorités, les droits des femmes, des peuples à disposer  
371 d'eux-mêmes. L'ED est l'ennemi du syndicalisme et du monde travail. Aujourd'hui, les idées d'extrême  
372 droite se propagent et nous observons une convergence des intérêts du capital.

373 Le SNEP-FSU doit-il adhérer à VISA et faire connaître régulièrement les travaux à ses adhérent-es pour  
374 que la lutte idéologique soit permanente à tous les niveaux ?

## 375 **2.7. Le SNEP et la FSU, la maison commune, les Élections Professionnelles**

### 376 **2.7.1. FSU**

377 Le SNEP-FSU est pleinement engagé au sein de la FSU pour coordonner les actions des syndicats  
378 nationaux et porter des luttes plus générales. Aux niveaux départemental et national, nous devons  
379 pleinement nous organiser pour nourrir les débats et actions de la fédération, en y portant nos  
380 revendications, nos analyses sur les questions EPS/sports et Jeunesse, mais aussi notre culture  
381 syndicale de l'engagement et des luttes.

382 La formation fédérale (Centre de Formation de la FSU) et la recherche via l'institut de Recherche de la  
383 FSU doivent être investies par les militant-es dans un double mouvement d'information-formation et  
384 d'apport aux débats.

385 Nous devons continuer à agir au sein du secteur retraité-es de la FSU, en lien avec la FGR.

386 Les retraité-es sont nombreux-ses à rester syndiqué-es. Elles/ils sont actifs-ves dans le SNEP, la FSU, de  
387 la FGR et réuni-es dans le groupe des 9<sup>1</sup>. Elles/ils se mobilisent constamment sur les enjeux communs  
388 comme spécifiques : qualité et développement des services publics (EPS, Education, Santé ...), pouvoir  
389 d'achat, développement des solidarités, défense de la sécurité sociale, véritable justice sociale et  
390 fiscale... Si de nombreux problèmes persistent, les retraité-es ont pu obtenir des avancées (Ex :  
391 revalorisation des pensions).

### 392 **2.7.2. « Maison commune »**

393 La FSU et ses syndicats nationaux sont engagés dans un processus de rapprochement avec la CGT au  
394 travers de la création d'une maison commune, qui vise à partager l'analyse et la construction de  
395 revendications communes, en vue du développement d'un rapport de force unitaire et majoritaire à  
396 même de transformer l'existant. Pour le SNEP-FSU, le périmètre de la maison commune n'est pas figé.

397 Le SNEP-FSU a engagé des travaux d'étude en partenariat avec la CGT sur les équipements sportifs,  
398 qu'il faut poursuivre et développer à d'autres objets communs.

399 Nous invitons les conseils académiques à faire remonter leurs idées permettant de construire cette  
400 maison (et culture) commune.

---

<sup>1</sup> Groupe des 9 » : (UCR-CGT (Union Confédérale des Retraités – CGT), UCR-FO (Union Confédérale des Retraités – Force Ouvrière), UNAR-CFTC (Union Nationale des Retraités – CFTC), UNI Retraités-CFE-CGC (Union Nationale des Ingénieurs Retraités – CFE-CGC), FSU-Retraités (Fédération Syndicale Unitaire – Retraités), UNIRS-Solidaires (Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités Solidaires), FGR-FP (Fédération Générale des Retraités de la Fonction Publique), LSR (Loisirs et Solidarité des Retraités, créée à l'initiative de la CGT), Ensemble & Solidaires – UNRPA (Union Nationale des Retraités et Personnes Âgées).

### 401 **2.7.3. Élections professionnelles**

402 Les élections professionnelles sont décisives pour le rapport de force, en termes de représentativité,  
403 mais aussi de moyens syndicaux.

404 L'enjeu pour la FSU de reprendre la première place dans la Fonction Publique et de confirmer sa 1<sup>ère</sup>  
405 place à l'Éducation nationale est de taille dans le contexte politique. C'est pour cela que le SNEP-FSU  
406 fait des EP, dès son congrès, un enjeu incontournable.

407 Le SNEP-FSU œuvrera pour renforcer le vote pour la FSU et pour permettre à tous·tes de pouvoir voter,  
408 augmenter ainsi le nombre de votant·es. Il agira aussi pour dépasser son champ de syndicalisation afin  
409 de faire voter dans les établissements publics pour la FSU.

### 410 **2.8. Structuration de l'activité syndicale en Europe et à l'international**

411 Dans un système capitaliste mondialisé à bout de souffle, partout les attaques pleuvent contre les  
412 droits des travailleurs et travailleuses, contre les solidarités collectives afin de maintenir les profits du  
413 capital contre le monde du travail. En France, pour satisfaire aux préconisations de grands organismes  
414 tel que l'OCDE, le FMI ou la commission européenne, les services publics, les biens communs, notre  
415 modèle social, sont attaqués pour répondre aux orientations libérales majoritaires en Europe et dans  
416 le monde.

417 L'évolution des droits sont interdépendants sur notre planète. Quand les droits des femmes régressent  
418 dans un pays, ils tendent à régresser dans d'autres. Cela est aussi valable pour les conquêtes sociales.  
419 Le capitalisme œuvre pour réduire les droits sociaux et alimenter les revenus du travail vers le capital,  
420 au détriment du travail et des services publics.

421 Parallèlement, les évolutions des Services Publics et des politiques éducatives sont en étroite  
422 dépendance aux politiques européennes et internationales. Les organismes mondiaux (OCDE, FMI) et  
423 européens (commission européennes) portent des orientations et préconisations pour contrôler et  
424 orienter les systèmes éducatifs vers le projet d'une école libérale pour perpétuer le système  
425 économique.

426 Il est donc nécessaire d'organiser et structurer nos actions, et de créer des liens avec les syndicats des  
427 différents pays pour contrer ces mécanismes et faire avancer nos valeurs et revendications. C'est  
428 pourquoi le SNEP-FSU porte une conception internationaliste de la défense de l'intérêt général et  
429 participe à des projets partenariaux internationaux pour le développement et le renforcement de l'EPS  
430 et du sport pour tous·tes. Notre conception culturaliste se fonde sur la solidarité, le partage, l'échange  
431 et la rencontre.

432 Le SNEP-FSU poursuit son travail avec EUPEA en faisant valoir notre conception culturaliste de l'EPS.

433 L'Education Physique à la française est très isolée et il est indispensable d'en faire la promotion. Nos  
434 collègues du secteur Hors de France y contribuent.

435 Des projets de solidarité dans le monde peuvent être des points d'appuis pour développer notre  
436 conception de l'EPS. Notre partenariat avec la FSGT sur les projets de formation et développement de  
437 l'EPS en Palestine et avec les Sarahouis va dans ce sens.

438 Le SNEP-FSU avait adopté un mandat d'étude au congrès de Porticcio sur la question de sa ré-adhésion  
439 à l'Internationale de l'Education. Ce mandat d'étude n'a pas été mené. Doit-on proposer de le  
440 renouveler ?